

Sécurité publique

## Trois-Rivières donne le feu vert au contrat du nouveau quartier général

**Le 16 juin 2026** – Le conseil municipal a donné son aval à l’octroi du contrat visant la construction du nouveau quartier général du Service de police et la rénovation du bâtiment actuel qui accueillera la Cour municipale. Le contrat de 77 M\$ a été octroyé à l’entreprise Therrien inc. L’appel d’offres public avait été diffusé à la fin de l’année 2025.

Moderne et multifonctionnel, le bâtiment offrira une plus grande accessibilité aux services policiers pour des décennies. « Les installations actuelles ne répondent plus aux besoins d’un service de police qui a plus que doublé ses effectifs depuis sa construction et qui doit mieux accompagner les victimes, notamment dans les situations les plus vulnérables. Nous avons maintenant la confirmation que ce projet peut être réalisé à l’intérieur de l’enveloppe financière prévue. Reporter encore les travaux aurait simplement entraîné des coûts supplémentaires pour les contribuables. Le conseil municipal demeurera rigoureux dans le suivi des coûts, mais il était temps de passer de la planification à l’action », souligne M. Jean-François Aubin, maire de Trois-Rivières.

Pour s’assurer de la conformité des ouvrages aux normes tant en matière de sécurité que d’infrastructures, le conseil municipal de Trois-Rivières a également octroyé un contrat de contrôle de qualité des matériaux. Au total, le règlement d’emprunt pour couvrir les frais associés au projet se chiffre à 84 M\$.

### Une envergure comparable à des projets similaires

Dans sa planification de projet, Trois-Rivières a rencontré d’autres services de police avec un projet similaire. Cette initiative visait à préciser les coûts potentiels d’une telle démarche tout en s’inspirant des meilleures pratiques.

À titre de comparaison, la Ville de Lévis a inauguré son nouveau quartier général en 2025 au coût de 74,2 M\$, et le contrat avait été octroyé quelques années auparavant. Le contrat octroyé par Trois-Rivières est donc comparable à des projets réalisés dans des contextes similaires.

### Un projet au bénéfice de la population

Le nouveau quartier général sera construit derrière le bâtiment actuel, lequel sera rénové pour accueillir la Cour municipale et des services de soutien. En plus d’assurer la continuité des services pendant les travaux, la démarche permettra :

- Un environnement de réelle confiance pour les personnes plaignantes;
- La possibilité d’élargir l’offre de service des équipes policières (travail social, aide aux victimes d’actes criminels, crimes sexuels, etc.);

- Une cohésion optimale entre les intervenantes et intervenants;
- L'optimisation des processus d'enquête;
- Une meilleure sécurité pour le personnel, tant juridique que policier;
- Le respect des normes des ministères de la Justice et de la Sécurité publique.

Les travaux débiteront dans les semaines à venir et s'échelonneront sur une période approximative de deux ans. À l'hiver 2028, les opérations policières seront déménagées dans le nouveau bâtiment.

La phase de rénovation du bâtiment existant sera alors entamée. C'est à l'hiver de 2029 que les activités de la Cour municipale sont projetées pour être déménagées à cette même adresse.

### **Un besoin en constante évolution**

C'est en 1987 que l'actuel quartier général a été construit. À l'époque, il accueillait 105 membres du personnel. Graduellement, de nombreuses expertises ont été ajoutées au service à la fois pour répondre au besoin de sécurité de la population, mais également pour respecter les exigences en matière de sécurité publique. Ces obligations s'accompagnaient d'un besoin en personnel tant policier qu'administratif.

La croissance démographique importante des dernières années à Trois-Rivières pèse également dans la balance. Seulement depuis les fusions de 2002, la population trifluvienne a augmenté de près de 23 000 personnes, passant de 126 438 à 149 423 résidentes et résidents entre 2002 et 2026.

Aujourd'hui, l'équipe du Service de police de Trois-Rivières regroupe près de 270 personnes, allant des policières et policiers au personnel administratif en passant par différentes expertises.

– 30 –

Source : Direction des communications et de la participation publique